

Lorsque, au début de 1915, la Grande-Duchesse fit des difficultés pour nommer certains bourgmestres, Robert Brasseur joua de toute son influence pour arriver à des solutions acceptables. De lui émana p. ex. la proposition de nommer le socialiste Luc Housse bourgmestre de la capitale. Dire que lui-même aurait pu être bourgmestre s'il avait eu l'heure de plaire à la Souveraine. Pour plus de détails nous renvoyons au fascicule XIV de la présente collection, pages 291-292.

Comme la grande-duchesse Marie-Adélaïde se borna — comme pis-aller — à la seule nomination de L. Lacroix (Luxembourg), cette attitude provoqua la démission du directeur-général de l'Intérieur P. Braun, suivie de celle de son ami Ch. de Waha.

Au cours d'une réunion que les chefs de la Gauche eurent le 23. 2. 1915 chez Robert Brasseur, tout le monde fut d'accord pour admettre ce que Brasseur avait déjà dit à P. Eyschen: que l'on ne pouvait surtout pas laisser partir Braun, auteur de la loi scolaire, et que l'on ne trouverait pas les personnages disposés à prendre la succession des deux directeurs généraux. La situation changea lorsque, le lendemain, à l'assemblée des Gauches, on apprit que Ernest Leclère et Victor Thorn étaient prêts à accepter les postes de Braun et de Waha. D'abord Robert Brasseur eut un succès complet avec sa «question préalable» selon laquelle le directeur général de l'Intérieur n'aurait pas dû être sacrifié; mais les opinions se partagèrent lorsqu'il s'agissait de savoir s'il fallait ou non soutenir le ministère remanié.

27 députés sur 53 s'étant de nouveau réunis le 28 février, Robert Brasseur et Maurice Pescatore furent chargés d'écrire le lendemain aux directeurs généraux démissionnaires pour les prier de revenir sur leur décision. Mais le 2 mars suivant, P. Braun et Ch. de Waha insistèrent auprès de la délégation de la Gauche pour faire abstraction de leurs personnes, résolus qu'ils étaient de se retirer du Gouvernement.

Le départ des deux ministres libéraux ayant vivement «impressionné l'opinion publique» et causé un «légitime émoi», Robert Brasseur, en séance du 9. 3. 1915, interpella le gouvernement sur les causes de la crise ministérielle. Il récolta des applaudissements nourris lorsque, parlant des mauvais conseillers de la Couronne, il en tenait Eyschen pour responsable, car, dit-il, «un homme de votre envergure qui a, depuis tantôt 50 ans, rendu à son pays et à la dynastie les services que vous leur avez rendus, est en droit d'exiger et a pour devoir d'exiger que toutes les influences contraires à la Constitution soient résolument éloignées du Trône.»<sup>31)</sup>

Après avoir fait l'éloge des deux directeurs généraux partants et entendu la déclaration du ministère remanié, Brasseur et ses amis déposèrent un ordre du jour de confiance qui, sur demande de la Droite, fut scindé parce que présentant dans certains passages